

## Les enjeux du triple scrutin au Burundi

Deutsche Welle, 24.04.2020 Au Burundi, le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 20 mai prochain, en même temps que les législatives et municipales. Pour la présidentielle, huit candidats briguent la succession du président sortant, Pierre Nkurunziza, qui ne se représente pas, après 15 ans passés à la tête de son pays.

Dans le cadre de l'élection présidentielle du 20 mai, huit candidats sont en compétition. Parmi eux, le variste Ndayishimiye, le candidat du parti au pouvoir et Agathon Rwassa, le candidat du Conseil national pour la liberté (CNL), qui apparaît comme étant le seul candidat d'envergure, face à celui du pouvoir. Cependant, deux candidats se présentent en indépendants. Deux autres partis n'ont pas pu se présenter. Car leurs dossiers de candidatures ont été rejetés. C'est le cas du parti Conseil des Patriotes (CDP). La diaspora ne vote pas. Contrairement aux précédents scrutins, les Burundais de la diaspora ne pourront pas voter cette année en raison du Covid-19. Dans une note signée le 15 avril dernier, le ministre burundais des Affaires étrangères a annoncé que la Commission électorale nationale indépendante était dans l'incapacité d'organiser les élections du 20 mai 2020 pour les Burundais à l'étranger. "La situation actuelle marquée par des mesures de lutte contre la pandémie du Covid-19 dans différents pays ne facilite pas le mouvement et par conséquent l'accès aux chancelleries", a expliqué le chef de la diplomatie Ezekiel Nibigira. Pas d'enjeux Chauvineau Mugwengezo, président de la coalition des forces de l'opposition burundaise pour le rétablissement de l'Accord d'Arusha, "CFOR-Arusha", estime que cette décision est sans conséquence sur l'issue du scrutin lui, ne fait aucun doute. "La diaspora, c'est vraiment une quantité négligeable. Et ce n'est pas à partir de la diaspora que le pouvoir CNDD-FDD espère gagner. Quelle participe ou qu'elle ne participe pas, ça ne pourra rien changer pour ce qui est des résultats qui sont déjà connus", soutient l'opposant qui vit en exil. Conservation du pouvoir Selon Aimé Magera, le porte-parole en Europe du Conseil national pour la liberté (CNL), de l'opposant Agathon Rwassa qui est le seul candidat d'envergure, face à celui du pouvoir. "Le pouvoir va perdre les élections, il essaie par tous les moyens d'éviter des électeurs de l'opposition qui peuvent faire basculer les résultats que le pouvoir veut s'attribuer. Et donc, il fait cette manœuvre effectivement pour essayer de diminuer les voix de l'opposition. Mais ici, aujourd'hui, on parle de confinement. Alors pourquoi ne pas appliquer ces mêmes mesures ? On sait que les mesures de distanciation sont faciles à respecter dans une ambassade. Ce n'est pas tous les Burundais qui vont voter en même temps." Scrutins crédibles L'ambassadeur de l'ONU pour la région des Grands Lacs, le Chinois Huang Xia, a déclaré le mercredi (22.04.2020) devant le Conseil de sécurité l'importance d'avoir des scrutins présidentiels "crédibles" au Burundi. "Je souhaite vivement que les élections présidentielles au Burundi soient l'occasion de consolider les acquis démocratiques et la stabilité dans ces deux pays. J'encourage tous les acteurs à garantir des processus électoraux pacifiques, inclusifs et crédibles", a-t-il expliqué. Selon la Commission électorale nationale indépendante, 12.933 électeurs de la diaspora se sont fait inscrire, sur un total d'un peu plus de cinq millions d'électeurs au niveau national. La campagne électorale démarre le lundi 27 avril prochain et va durer trois semaines. En plus de leur président, les Burundais sont appelés à élire aussi leurs députés et conseils municipaux. Quels sont les enjeux de ces trois scrutins ? Eric Topona en débat avec ses invités cette semaine sous l'arbre à palabres. -Carina Tertsakian, chercheuse à l'Initiative pour les droits humains au Burundi. -David Gakunzi, intellectuel burundais. -Me Jérôme Minani, membre du Conseil directeur et porte-parole de la Coalition des forces de l'opposition burundaise pour le rétablissement de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi (CFOR-ARUSHA). -Anicet Niyonkuru, président du Conseil des patriotes (CDP). Ecouter le débat sur Deutsche Welle